

Bulletin d'Information de l'AFSA

AFSA
ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

Reconquérir la souveraineté, bâtir l'avenir

VOLUME 4

JANVIER-MARS, 2026

NUMÉRO GRATUIT

ÉDITORIAL

Cette édition du premier trimestre 2026 de la lettre d'information de l'AFSA rend compte d'une période de réflexion intense, de plaidoyer renforcé et d'actions stratégiques à travers l'Afrique et au-delà. De Lilongwe à Dakar, de Garuga à Carthagène, l'AFSA et ses membres se sont penchés sur des questions cruciales qui façonnent l'avenir des systèmes alimentaires africains, notamment les repas scolaires, la justice foncière, la souveraineté semencière, le financement public de l'agriculture, le commerce agroécologique transfrontalier, les marchés territoriaux et la mobilisation citoyenne. À travers ces interventions, un message ressort clairement : la lutte pour la souveraineté alimentaire ne concerne pas seulement la production, mais aussi le pouvoir, les politiques, les marchés, la culture et le droit des peuples africains à définir leur propre avenir alimentaire.

Dans ces pages, les lecteurs verront comment l'AFSA a continué à relier les réalités de terrain au plaidoyer continental et mondial. Cette édition met en avant l'adoption de la Déclaration de Lilongwe sur les repas scolaires et universitaires fondés sur l'agroécologie, la participation de l'AFSA à l'ICARRD+20 en Colombie, le lancement d'un rapport majeur sur le rôle de la Banque africaine de développement dans la refonte de l'agriculture africaine, les appels renouvelés à placer les agriculteurs au centre des processus régionaux de politique semencière, ainsi que d'importants moments d'alignement interne à travers la retraite du personnel de l'AFSA, la réunion du Groupe de travail citoyen sur l'agroécologie et l'atelier annuel de bilan du TAFS. Elle rend également compte de la dynamique croissante des campagnes publiques et des espaces de mobilisation, notamment la campagne en ligne #MyFoodMyIdentity et les efforts continus visant à renforcer le commerce agroécologique, les marchés territoriaux et les cultures alimentaires africaines.

Ce que cette édition reflète avant tout, c'est l'engagement continu de l'AFSA à construire un mouvement pour les systèmes alimentaires ancré dans la justice, la résilience, la dignité et les savoirs africains. Qu'il s'agisse de lutter contre l'accaparement par les entreprises, de défendre les droits fonciers et semenciers, de soutenir les marchés locaux ou de redéfinir les discours publics autour de l'alimentation, le travail de l'AFSA reste ancré dans la conviction que l'avenir alimentaire de l'Afrique doit être mené par ses agriculteurs, ses communautés, ses femmes, ses jeunes et ses mouvements sociaux. Nous vous invitons à lire, à réfléchir et à continuer à marcher avec nous alors que nous renforçons le mouvement pour l'agroécologie et la souveraineté alimentaire à travers le continent.

La Déclaration de Lilongwe sur les repas scolaires et universitaires fondés sur l'agroécologie

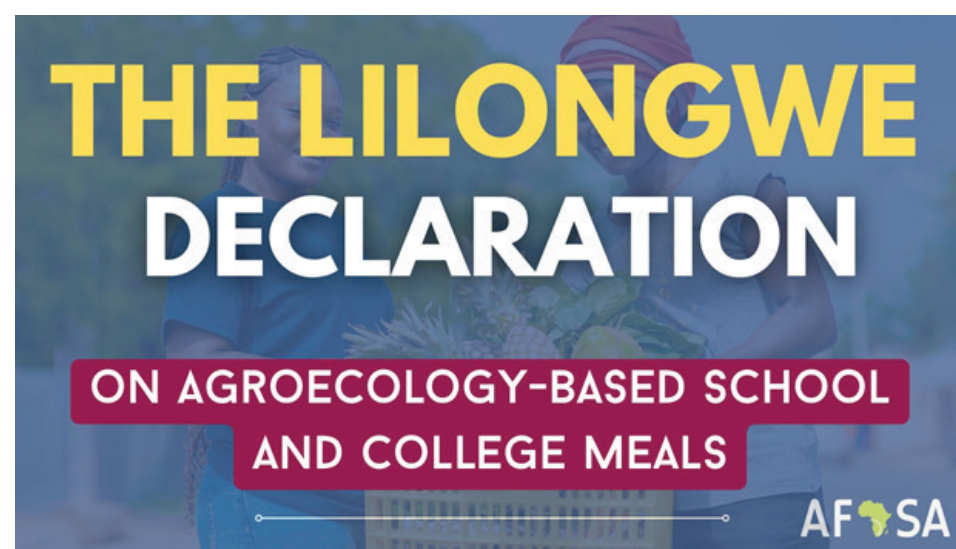
Le 22 janvier 2026, plus de 80 délégués du Kenya, de l'Ouganda et du Malawi ont adopté la Déclaration de Lilongwe sur les repas scolaires et universitaires fondés sur l'agroécologie à Lilongwe, au Malawi. La réunion a rassemblé des éducateurs, des administrateurs scolaires, des entrepreneurs, des chercheurs, des organisations de la société civile, des partenaires de développement et des décideurs politiques pour discuter des systèmes d'approvisionnement alimentaire scolaires et universitaires fondés sur l'agroécologie en Afrique de l'Est et du Sud.

Les participants ont reconnu que les programmes de repas scolaires sont essentiels pour la nutrition, l'éducation, l'égalité des sexes, la protection sociale et le développement économique local, mais qu'ils sont également influencés par le changement climatique, la hausse des prix alimentaires, la dégradation de l'environnement et les lacunes politiques. Ils ont affirmé une vision régionale commune pour des systèmes de repas scolaires et universitaires fondés sur l'agroécologie, issus de la production locale, inclusifs, résilients face au climat et soutenus

par des politiques cohérentes et une gouvernance responsable.

À travers cette déclaration, les délégués se sont engagés à promouvoir des aliments locaux diversifiés et culturellement adaptés, à renforcer les liens entre les écoles et les petits agriculteurs, à développer les jardins scolaires et les forêts alimentaires, à soutenir les femmes et les jeunes tout

au long de la chaîne de valeur, et à faire progresser la recherche et le plaidoyer pour intégrer l'agroécologie dans les systèmes d'alimentation scolaire. Ils ont également appelé les gouvernements, les agriculteurs, la société civile, les chercheurs et les partenaires de développement à apporter un soutien durable aux repas scolaires et universitaires locaux fondés sur l'agroécologie dans toute la région.



La réunion du personnel de l'AFSA au Sénégal permet d'aligner l'équipe sur la stratégie, la coordination et les priorités pour 2026

Du 2 au 4 février 2026, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique a organisé une retraite de trois jours et une réunion de planification stratégique à l'Hôtel Jardin Savana à Dakar, au Sénégal, réunissant l'ensemble des 17 membres du personnel à temps plein. Cette retraite a permis une réflexion collective sur le travail en cours de l'AFSA, les pratiques organisationnelles et le bien-être du personnel, tout en approfondissant la compréhension commune du contexte politique et économique qui façonne l'environnement opérationnel de l'organisation. À travers des présentations, des travaux de groupe et un dialogue interne, le personnel a passé en revue les réalisations et les défis de 2025, clarifié les attentes pour 2026 et renforcé l'alignement autour de la théorie du changement en six piliers de l'AFSA.

La réunion a examiné les questions clés affectant l'orientation stratégique de l'AFSA, notamment les changements géopolitiques, le financement climatique, le rôle de la Banque africaine de développement dans l'agriculture et la nécessité d'intégrer l'analyse des flux financiers dans l'ensemble des travaux thématiques de l'AFSA. Le personnel a également passé en revue les principaux programmes et groupes de travail, notamment le climat et l'agroécologie, « My Food Is African », le commerce transfrontalier, l'entrepreneuriat agroécologique, l'initiative du bassin du Congo, les systèmes semenciers, la terre et les sols, l'engagement des jeunes, la communication, la production de connaissances par la recherche-action participative, le suivi et l'évaluation, la création de réseaux, ainsi que les finances

et l'administration. Au cours de ces sessions, le personnel a identifié des avancées importantes en matière d'engagement politique, de renforcement du mouvement, de portée de la communication et de mise en œuvre des programmes, tout en notant les défis liés à la coordination, à la pérennité du financement, aux systèmes de suivi, aux marchés publics, à la charge de travail du personnel et à la collaboration entre les groupes de travail.

La réunion s'est conclue par des mesures concrètes visant à renforcer la performance interne et la cohérence organisationnelle en 2026. Celles-ci comprenaient l'élaboration d'indicateurs de performance clés individuels, l'amélioration des systèmes financiers et

d'approvisionnement, le renforcement des capacités du personnel en matière de collecte de fonds, de lobbying et de reddition de comptes, le renforcement de la communication sur les nouvelles plateformes numériques, et la planification des événements prioritaires de l'AFSA pour l'année à venir. Le personnel a également identifié des liens plus étroits entre les groupes de travail grâce à des festivals, des rassemblements, des campagnes et des initiatives d'entreprise communs, renforçant ainsi les efforts de l'AFSA pour relier les questions foncières, les semences, le climat, les systèmes alimentaires et l'action citoyenne dans le cadre d'une stratégie continentale plus intégrée.



Les organisations de la société civile tirent la sonnette d'alarme face à l'exclusion des agriculteurs des discussions sur la stratégie régionale en matière de semences en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale

Le 12 février 2026, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique, en collaboration avec des organisations de la société civile et des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, a publié un communiqué de presse depuis Thiès, au Sénégal, tirant la sonnette d'alarme sur l'exclusion des agriculteurs d'un atelier sous-régional sur le secteur des semences organisé par le CORAF et la FAO à Abidjan. Tout en reconnaissant l'importance du dialogue régional sur les systèmes semenciers, l'AFSA et ses partenaires ont averti que toute stratégie élaborée sans la participation significative des organisations paysannes risquait de porter atteinte aux droits des agriculteurs, dont les systèmes semenciers restent au cœur de la production alimentaire à travers l'Afrique.

La déclaration fait valoir que le processus de l'atelier a largement écarté la société civile et les acteurs paysans qui possèdent une longue expérience des banques de semences communautaires, des foires aux semences et du développement participatif des semences. L'AFSA et ses alliés ont également critiqué l'utilisation persistante du terme « semences informelles » dans les discussions politiques,

L'AFSA et ses alliés ont également critiqué l'utilisation persistante du terme « semences informelles » dans les discussions politiques, soulignant que des études récentes de l'Union africaine montrent qu'entre 80 et 90 % des semences utilisées par les agriculteurs africains proviennent de systèmes semenciers paysans.

soulignant que des études récentes de l'Union africaine montrent qu'entre 80 et 90 % des semences utilisées par les agriculteurs africains proviennent de systèmes semenciers paysans. Ils ont averti que les propositions visant à simplifier les systèmes de certification pourraient désavantager davantage les variétés des agriculteurs, tout en exprimant leur inquiétude face aux pressions visant à aligner les systèmes semenciers africains d' s sur des régimes de type UPOV qui menacent les droits des agriculteurs et la diversité génétique.

Dans ce communiqué de presse, l'AFSA et ses organisations partenaires ont appelé le CORAF, la FAO et les institutions régionales à veiller à ce que les futurs processus de politique semencière incluent pleinement les organisations d'agriculteurs et la société civile, s'alignent sur l'orientation politique évolutive de l'Union africaine et renforcent les systèmes semenciers paysans en tant que fondement de systèmes alimentaires africains résilients. La déclaration a réaffirmé que les agriculteurs ne sont pas des acteurs marginaux, mais les gardiens et les innovateurs des systèmes semenciers qui nourrissent le continent, et a insisté sur le fait que l'avenir des semences en Afrique ne peut être décidé dans des espaces où les agriculteurs sont absents.

Nouveau rapport : Qui finance l'avenir de l'agriculture africaine?



Tracking the Role of the African Development Bank in Reshaping African Agriculture

Le 24 février 2026, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique a publié un nouveau rapport intitulé « Suivre le rôle de la Banque africaine de développement dans la refonte de l'agriculture africaine ». Le rapport pose une question cruciale : la Banque africaine de développement finance-t-elle des systèmes alimentaires qui servent véritablement les populations africaines ? Réalisée par le Dr Keiron Audain pour l'AFSA, cette étude analyse 20 projets agricoles soutenus par la BAD et examine comment le financement public de l'agriculture façonne les systèmes alimentaires du continent à une époque marquée par l'aggravation des chocs climatiques, la perte de biodiversité et l'insécurité alimentaire.

Le rapport constate que malgré un discours fort sur la sécurité alimentaire et la résilience climatique, une part importante des financements de la BAD continue de renforcer des modèles agro-industriels fondés sur les monocultures, les intrants synthétiques et les chaînes de valeur des grandes entreprises. Il montre que les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, les pratiques agroécologiques, les marchés territoriaux et les savoirs autochtones restent sous-financés et marginalisés. Parmi les 20 projets évalués, l'étude a révélé qu'aucun n'atteignait un niveau élevé d'alignement agroécologique, et que des programmes phares majeurs tels que le TAAT et les Zones spéciales de transformation agro-industrielle obtenaient les scores les plus bas en raison de leur conception uniforme, descendante et axée sur la technologie. L'étude met également en évidence des lacunes persistantes en matière de transparence et de participation,

... une part importante des financements de la BAD continue de renforcer des modèles agro-industriels fondés sur les monocultures, les intrants synthétiques et les chaînes de valeur des grandes entreprises.

notant que les communautés sont fréquemment consultées mais rarement habilitées à influencer les décisions, même lorsque les investissements affectent directement leurs terres, leurs moyens de subsistance et leur alimentation.

L'AFSA affirme que ce rapport est à la fois une analyse et un appel à l'action. Elle soutient que l'Afrique n'a pas besoin d'une expansion aveugle de l'agriculture industrielle, mais d'investissements accrus dans l'agroécologie, l'a diversité des cultures, des systèmes semenciers résilients et des économies alimentaires locales qui renforcent la souveraineté et le contrôle communautaire. À travers ce lancement, l'AFSA appelle la Banque africaine de développement et les gouvernements africains à veiller à ce que les ressources publiques servent à construire des systèmes alimentaires résilients et ancrés dans les communautés, plutôt qu'à consolider des modèles qui renforcent la dépendance, dégradent les sols et concentrent le pouvoir entre les mains des entreprises.



L'AFSA soutient une nouvelle initiative africaine de tourisme agroécologique

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) soutient une nouvelle initiative continentale, l'African Food and Culture Tourism (AFCT), qui relie l'agroécologie, la culture alimentaire et le tourisme afin de renforcer les économies locales et de reconnecter les populations aux systèmes alimentaires africains. L'initiative vise à rassembler des fermes, des centres agroécologiques et des communautés à travers le continent pour accueillir des visiteurs en quête d'expériences authentiques sur le plan alimentaire, culturel et écologique.

Du 21 au 23 février 2026, le comité de pilotage de l'initiative s'est réuni à Entebbe, en Ouganda, au Country Lake Resort de Garuga, afin d'élaborer une orientation stratégique pour les deux prochaines années. La réunion a rassemblé huit membres venus d'Ouganda, du Kenya, du Rwanda, du Burundi, de Tanzanie et du Zimbabwe, parmi lesquels des praticiens de l'agroécologie, des organisateurs et des leaders communautaires.

Pendant trois jours, les participants ont passé en revue près de deux ans de discussions, affiné leur vision et leurs principes, et élaboré un plan de travail concret. La réunion a mis en évidence plusieurs enjeux clés qui façonnent l'initiative : une demande mondiale croissante pour des expériences de voyage authentiques, l'expansion rapide du tourisme intérieur

L'initiative vise à rassembler des fermes, des centres agroécologiques et des communautés à travers le continent pour accueillir des visiteurs en quête d'expériences authentiques sur le plan alimentaire, culturel et écologique.

en Afrique, et le fossé grandissant, en particulier chez les jeunes urbains, entre les personnes et l'origine de leur alimentation.

Les participants ont convenu que le tourisme agroécologique offre un moyen puissant de célébrer les cultures locales, de soutenir les petites exploitations agricoles et de régénérer les écosystèmes tout en créant des entreprises communautaires viables. L'équipe de pilotage va désormais mettre en place une communauté de pratique, identifier des initiateurs nationaux et développer une plateforme continentale pour relier les sites de tourisme agroécologique et partager les enseignements à travers l'Afrique.

L'AFSA présente son programme pour la justice foncière et l'agroécologie à l'ICARRD+20 en Colombie



Le 24 au 28 février 2026, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique a participé à l'ICARRD+20, la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, à Carthagène, en Colombie, où des gouvernements, des organisations de la société civile, des peuples autochtones, des réseaux de pasteurs, des chercheurs et des acteurs confessionnels se sont réunis pour renouveler leurs engagements en faveur de la justice foncière

et du développement rural. L'AFSA a profité de cette conférence pour faire avancer son programme foncier continental, renforcer ses alliances mondiales et mettre en lumière les menaces croissantes que représentent la concentration foncière, l'accaparement des terres, la dégradation écologique et l'insécurité alimentaire. Au cours de la conférence, l'AFSA a organisé un événement parallèle intitulé « Protéger nos terres, restaurer nos sols : territorialités collectives pour la justice foncière, l'avenir des éleveurs et la restauration écologique » et a utilisé cette tribune pour mettre en avant la gouvernance foncière communautaire, la réforme agraire et l'agroécologie comme piliers centraux de systèmes alimentaires justes et durables.

Au cours de cet événement parallèle, l'AFSA a également publié une déclaration de position appelant à une action urgente pour protéger les droits fonciers collectifs et coutumiers, défendre les pâturages pastoraux et la mobilité trans-e, et résister aux pressions croissantes de l'expansion de l'agro-industrie, des industries extractives, des projets de compensation carbone et des marchés fonciers spéculatifs. La déclaration a souligné que les communautés rurales à travers l'Afrique et les pays du Sud continuent de faire face à la dépossession et à l'exclusion malgré des engagements mondiaux de longue date en matière de réforme agraire, et a

averti que la justice foncière ne peut être dissociée de la restauration écologique, de l'avenir des éleveurs et de la souveraineté alimentaire. Elle a en outre appelé les gouvernements, les institutions internationales et les partenaires de développement à mettre fin à la spéculation foncière, à réorienter les financements agricoles et climatiques vers l'agroécologie et les systèmes alimentaires communautaires, à protéger les défenseurs de la terre et de l'environnement, et à garantir une participation significative des communautés concernées à toutes les décisions relatives à la terre, à l'agriculture et au climat.

Les discussions plus larges de la conférence ont réaffirmé que la répartition inégale des terres reste un obstacle majeur à la sécurité alimentaire, à la résilience climatique et à la justice sociale. L'AFSA et ses alliés ont souligné que la réforme agraire doit aller au-delà du discours politique et se traduire par des protections concrètes pour les communautés rurales, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les éleveurs qui soutiennent les systèmes alimentaires et les écosystèmes. La participation de l'AFSA a renforcé sa visibilité en tant que voix africaine de premier plan sur la justice foncière et a renforcé son appel à des alliances plus solides et à une intégration plus profonde de l'agroécologie dans les débats sur les politiques foncières et alimentaires.

Le groupe de travail des citoyens de l'AFSA se réunit en Ouganda pour définir de nouvelles priorités pour la mobilisation en faveur de l'agroécologie en Afrique



Les 27 et 28 février 2026, le Groupe de travail des citoyens sur l'agroécologie a tenu sa réunion d'évaluation, de planification stratégique et de coordination au Country Resort Hotel à Garuga, en Ouganda, réunissant des membres et des partenaires de l'AFSA pour réfléchir aux progrès accomplis, évaluer les défis de l'avenir et définir les priorités pour la prochaine phase d'action collective. La réunion a permis de faire le point sur le rôle du CWGA en tant que plateforme de l'AFSA pour mobiliser les citoyens autour de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire et des systèmes alimentaires équitables, et a mis en avant ses contributions à des initiatives majeures telles que la campagne « My Food Is African », les « Barefoot Guides », l'entrepreneuriat agroécologique, les marchés territoriaux, le commerce transfrontalier et le plaidoyer en faveur des politiques alimentaires africaines. Les participants ont convenu que ce rassemblement constituait un moment crucial pour clarifier l'identité du CWGA, renforcer la coordination et renouveler l'appropriation collective de son orientation future.

Les discussions ont mis en avant des réalisations importantes, notamment un engagement politique fort, la visibilité croissante de la campagne « My Food Is African », le partage d'histoires au niveau local et l'implication réussie d'acteurs divers tels que des chefs cuisiniers et des décideurs politiques. Dans le même temps, les participants ont identifié des lacunes majeures, notamment une participation inégale des membres, un leadership limité des jeunes, une faible diffusion des activités à l'échelle transnationale, une collecte de fonds centralisée, une documentation insuffisante des initiatives des membres et une tendance croissante du CWGA à fonctionner

principalement comme un organe de supervision des programmes financés plutôt que comme un espace dynamique d'apprentissage et de mobilisation. La réunion a également exploré la manière dont le groupe devrait se définir, les membres décrivant le CWGA de diverses manières comme un mouvement, un catalyseur, une plateforme, un réseau et un groupe de travail, mais s'accordant sur le fait que son rôle unique réside dans la mise en relation des citoyens, des consommateurs, des marchés et des processus politiques au sein du mouvement agroécologique.

Pour l'avenir, les participants ont convenu que la CWGA devait continuer à renforcer la campagne « My Food Is African », à promouvoir les cultures alimentaires africaines et à impliquer les chefs et les professionnels de l'alimentation, tout en mettant davantage l'accent sur la sécurité alimentaire, la sensibilisation des consommateurs, l'accès aux aliments agroécologiques, l'engagement des médias et la création de valeur ajoutée. Ils ont également proposé de lancer de nouvelles plateformes d'engagement citoyen au niveau local, d'améliorer la documentation et le partage des expériences des membres, de créer des groupes de travail thématiques, de renforcer les capacités en matière de collecte de fonds et de mettre en place des mécanismes annuels de planification et de reddition de comptes plus clairs. La réunion s'est conclue par la définition de prochaines étapes concrètes, notamment la rédaction du rapport de la réunion, l'élaboration d'un calendrier des célébrations et des événements, la présentation des profils des membres et l'organisation de sessions de suivi en ligne afin d'intégrer ces réflexions dans le processus plus large de la CWGA.

Renforcer le commerce agroécologique en Afrique



... que l'agroécologie contribue de manière significative à la sécurité alimentaire, à la résilience climatique, à la biodiversité et aux moyens de subsistance ruraux, alors que les producteurs et les commerçants se heurtent encore à de sérieux obstacles pour accéder aux marchés régionaux.

Le 19 au 23 janvier 2026, des décideurs politiques, des régulateurs, des commerçants, des organisations de la société civile et des praticiens de l'agroécologie venus de toute l'Afrique centrale et orientale se sont réunis à Arusha, en Tanzanie, à l'occasion d'un atelier régional de formation sur l'agroécologie, les produits agroécologiques et la réglementation du commerce transfrontalier, organisé par l'ESAMI-trapca en collaboration avec l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA). L'atelier a réuni 50 participants issus de huit pays, dont l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Togo, afin de renforcer les capacités régionales en matière de commerce des produits agroécologiques dans les cadres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

Cette formation répondait à la prise de conscience croissante que l'agroécologie contribue de manière significative à la sécurité alimentaire, à la résilience climatique, à la biodiversité et aux moyens de subsistance ruraux, alors que les producteurs et les commerçants se heurtent encore à de sérieux obstacles pour accéder aux marchés régionaux.

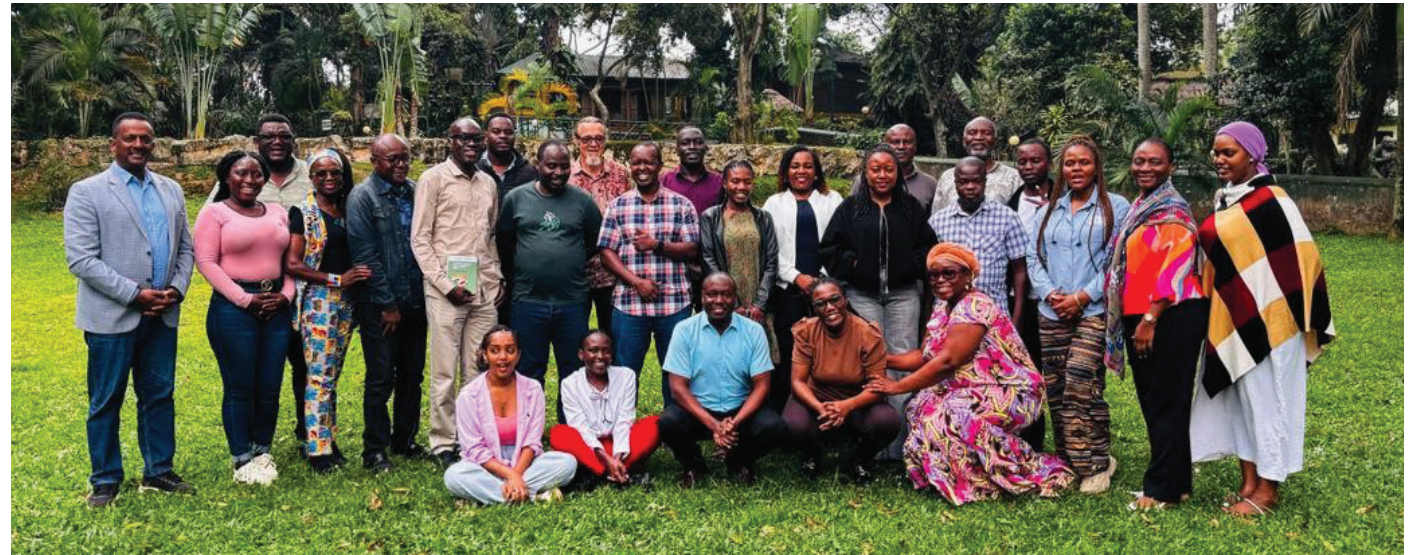
Les discussions ont révélé que les procédures réglementaires, les coûts de certification, l'application incohérente des normes et la complexité des formalités douanières restent des obstacles majeurs pour les petits commerçants, les coopératives, les femmes et les jeunes impliqués dans le commerce agroécologique.

Au travers de sessions techniques, de simulations de politiques et d'une visite sur le terrain au poste frontière à guichet unique de Namanga, les participants ont examiné comment les règles commerciales, les inspections et la coordination aux frontières affectent les produits agroécologiques dans des environnements commerciaux réels. L'atelier a mis l'accent sur des réformes pratiques, notamment une réglementation fondée sur les risques, une meilleure coordination entre les agences frontalières et un recours accru aux outils numériques tels que ePhyto et les certificats électroniques afin de réduire les retards et les coûts. À l'issue de la formation, les participants étaient mieux armés pour promouvoir des systèmes commerciaux inclusifs, transparents et résilients au changement climatique, permettant aux producteurs agroécologiques de rivaliser à armes égales sur les marchés régionaux.

Les partenaires du TAFS se réunissent en Ouganda pour faire le point sur les progrès accomplis et définir les priorités pour 2026

Du 24 au 26 février 2026, l'atelier annuel de bilan, de planification et d'apprentissage du projet « Transforming the African Food System to Sustainability » (TAFS) s'est tenu au Country Lake Resort, à Garuga, près d'Entebbe, en Ouganda, réunissant 29 participants issus des organisations partenaires du TAFS et du secrétariat de l'AFSA. L'atelier a créé un espace structuré pour réfléchir à la mise en œuvre au cours de l'année 2025, identifier les principaux résultats et échecs, passer en revue les défis et aligner les priorités stratégiques pour la période restante du projet. Guidés par la méthode « Outcome Harvesting » (récolte des résultats) comme cadre de réflexion central, les participants ont examiné comment les interventions du projet avaient influencé les processus politiques, les systèmes alimentaires scolaires, la mobilisation citoyenne, la création de réseaux et le commerce agroécologique transfrontalier.

Les discussions ont mis en évidence des avancées importantes au sein du consortium. Parmi celles-ci figuraient des progrès politiques tels que la soumission du projet de stratégie nationale d'agroécologie de l'Ouganda et les engagements régionaux au sein de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est, des changements dans l'alimentation scolaire et les comportements alimentaires au Ghana et en Zambie, une mobilisation publique renforcée grâce à des festivals gastronomiques et des plateformes pour la jeunesse, ainsi qu'une visibilité croissante de la campagne « My Food Is African ». Parallèlement, les partenaires ont réfléchi aux revers majeurs, notamment les processus politiques au point mort, la faible traduction de la sensibilisation en changement de comportement, les barrières commerciales et de marché persistantes, la mauvaise



Les participants ont convenu qu'une réflexion sur les échecs au sein de l' était essentielle pour améliorer la stratégie, renforcer la responsabilité et développer la capacité d'adaptation à l'échelle du projet.

coordination entre les différents acteurs, les faiblesses en matière de financement et de planification, ainsi que les hypothèses stratégiques qui n'ont pas donné les résultats escomptés. Les participants ont convenu qu'une réflexion sur les échecs au sein de l' était essentielle pour améliorer la stratégie, renforcer la responsabilité et développer la capacité d'adaptation à l'échelle du projet.

L'atelier s'est conclu par l'élaboration du plan de travail de la troisième année autour de quatre résultats clés : accroître la préférence pour une alimentation saine et culturellement appropriée, renforcer les réseaux d'acteurs des systèmes alimentaires, soutenir l'adaptation et l'adoption des politiques, et promouvoir le commerce transfrontalier et la collaboration régionale. Les activités prévues comprennent des

festivals de l'alimentation et des semences, des démonstrations culinaires, des documentaires, des jardins scolaires, des dialogues sur les politiques, des consultations sur les normes agroécologiques, un soutien aux systèmes de garantie participatifs et des actions de plaidoyer visant à supprimer les barrières non tarifaires affectant le commerce agroécologique. La réunion a également appelé à une coordination trimestrielle renforcée, à un meilleur suivi des politiques et du commerce, à une documentation plus cohérente des résultats et à une feuille de route claire en matière de durabilité afin de garantir que les acquis du projet TAFS soient consolidés au-delà du cycle de financement actuel.

La campagne en ligne "My Food My Identity" a touché plus de 7 millions de citoyens et a réaffirmé la fierté alimentaire africaine



Les publications sur les réseaux sociaux et les pages de la campagne ont présenté la cuisine africaine comme une expression vivante de la culture, de l'héritage ancestral, des connaissances écologiques et de la dignité.

ont adapté le message à leurs propres réalités nationales. Les publications publiques témoignent d'une forte participation d'organisations telles que SCOPE Kenya, le CNOP-CAM, le ZAAB en Zambie, le CIKOD au Ghana, le CICODEV Africa au Sénégal, l'ESFSAC en Éthiopie, le CNPAF-RDC en République démocratique du Congo et l'Association

tunisienne de la permaculture en Tunisie, ainsi que d'une participation et de partages connexes de la part d'écoles et de réseaux agroécologiques en Afrique australe et orientale. Dans plusieurs cas, les organisations ont associé la campagne à des hashtags spécifiques à leur pays, tels que #MyFoodIsSenegalese, #MyFoodIsZambian et #MyFoodIsZimbabwean, montrant ainsi comment le message global s'ancre dans la culture, la langue et les traditions alimentaires locales. On estime que la campagne #MyFoodMyIdentity a touché environ 7 569 050 personnes sur les plateformes numériques grâce aux publications des partenaires, aux partages croisés, à l'engagement autour du hashtag et à une large diffusion en ligne.

L'impact de la campagne se mesure à la manière dont les partenaires l'ont utilisée pour aller au-delà de la simple publication de photos de plats. Les publications sur les réseaux sociaux et les pages de la campagne ont présenté la cuisine africaine comme une expression vivante de la culture, de l'héritage ancestral, des connaissances écologiques et de la dignité. En Zambie, les messages de la campagne ont souligné que l'alimentation ne se résume pas à ce que l'on mange, mais qu'elle est aussi une question d'histoire et d'expérience vécue. Au Ghana, les publications de campagne du CIKOD ont mis en avant les liens entre alimentation et culture. Au Sénégal, CICODEV Africa a associé la campagne à la consommation d'aliments locaux et à l'affirmation de l'identité alimentaire nationale et africaine. En Éthiopie, l'ESFSAC a lié la campagne à des événements publics et à une mobilisation des jeunes autour du patrimoine alimentaire africain. Ensemble, ces exemples suggèrent que la campagne a contribué à relancer le débat public sur les aliments indigènes, l'agroécologie et la nécessité de valoriser les régimes alimentaires africains selon des critères africains.

Bien que cette phase de la campagne soit terminée, son message reste plus pertinent que jamais. Nous encourageons les citoyens de toute l'Afrique à continuer de partager leurs histoires alimentaires, leurs plats traditionnels, leurs ingrédients locaux et leurs connaissances culinaires culturelles sous le hashtag #MyFoodMyIdentity. Chaque publication contribue à maintenir le patrimoine alimentaire africain visible et valorisé. Nous prévoyons également d'autres campagnes dans les mois à venir afin de continuer à renforcer la fierté du public envers les aliments africains, de sensibiliser davantage à la souveraineté alimentaire et d'inspirer une nouvelle génération à renouer avec les aliments qui définissent qui nous sommes.

La campagne en ligne #MyFoodMyIdentity s'est imposée comme un appel puissant à célébrer la cuisine, la culture et la mémoire africaines. L'objectif central de la campagne était d'encourager les gens à redécouvrir, promouvoir et être fiers des aliments indigènes et traditionnels, tout en soutenant la souveraineté alimentaire, les systèmes alimentaires locaux, la biodiversité et les savoirs détenus par les communautés agricoles d'. Il s'agit d'un effort visant à ramener sur la table des aliments oubliés et menacés d'extinction et à restaurer la fierté envers la nourriture en tant que partie intégrante de l'identité et du patrimoine.

À travers le continent, la campagne a pris vie sur les réseaux sociaux grâce aux membres de l'AFSA et aux partenaires de la TAFS qui

Formation de formateurs sur l'intégration de l'agroécologie et des systèmes alimentaires durables dans les marchés territoriaux africains



Du 18 au 20 février 2026, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) a organisé une formation de formateurs (ToT) à Entebbe, en Ouganda, réunissant 40 participants venus d'Ouganda, de Tanzanie, de Zambie, du Zimbabwe, du Sénégal, du Ghana et du Togo afin de renforcer l'intégration de l'agroécologie dans les marchés territoriaux africains. Les participants, issus d'organisations de la société civile, de réseaux d'agriculteurs et de partenaires nationaux, se sont réunis pour explorer comment les marchés locaux peuvent mieux soutenir les systèmes alimentaires durables et

les moyens de subsistance des petits exploitants.

Les discussions ont mis en évidence des défis persistants au sein des systèmes alimentaires africains. Les participants ont souligné que les petits agriculteurs, qui produisent une grande partie de la nourriture du continent, sont toujours confrontés à une infrastructure de marché défaillante, à des prix instables et à une reconnaissance politique limitée des marchés territoriaux. La domination croissante de l'agriculture industrielle et des chaînes de valeur orientées vers l'exportation a également été identifiée comme

un facteur qui marginalise les cultures indigènes, l'agriculture diversifiée et les cultures alimentaires locales.

Les participants ont examiné des modèles concrets pour intégrer l'agroécologie dans les marchés territoriaux. Il s'agissait notamment de mettre en place des marchés directs entre producteurs et consommateurs, tels que des journées de marché bio ou agroécologiques, de renforcer les Systèmes de garantie participative (SGP) pour instaurer la confiance et certifier les produits agroécologiques, et de collaborer avec les comités de marché existants pour créer des étals dédiés aux aliments agroécologiques. D'autres approches mises en avant comprenaient les outils

de promotion numériques, les réseaux d'agriculteurs approvisionnant les marchés locaux et les campagnes de sensibilisation établissant un lien entre une alimentation saine et la production agroécologique.

Une visite sur le terrain au marché des agriculteurs de Kitoro, à Entebbe, a permis aux participants d'observer le fonctionnement des marchés locaux et d'identifier les opportunités de transposer ces modèles à plus grande échelle. Les participants sont repartis avec des plans d'action visant à former les agriculteurs, les commerçants et les responsables de marchés, contribuant ainsi à renforcer des systèmes alimentaires résilients et ancrés localement à travers l'Afrique.

Bilan et enseignements tirés des visites de suivi du TAFS et de l'évaluation à mi-parcours

Par Abbot Ntwali, coordinateur MEL de l'AFSA, mars 2026

Comment le projet « Transforming African Food Systems » (TAFS) progresse-t-il dans les différents pays ? Quels changements observe-t-on sur le terrain ? Et quels aspects doivent être renforcés lors de la prochaine phase ?

Pour répondre à ces questions, l'AFSA a mené des visites de suivi auprès de 11 organisations partenaires dans neuf pays et a commandé une évaluation à mi-parcours indépendante du projet. Ensemble, ces processus ont permis non seulement de passer en revue les activités, mais aussi d'écouter, de réfléchir, d'apprendre et de préciser la voie à suivre.

Le bilan global est encourageant. L'évaluation à mi-parcours a attribué à TAFS une note de 4,2 sur 5 (84 %), soulignant sa forte pertinence et son efficacité dans la promotion de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Elle a constaté que le projet a contribué à faire passer les questions relatives aux systèmes alimentaires de la marge des actions de plaidoyer de la société civile vers des débats publics et politiques plus larges, tout en touchant directement plus de 250 000 personnes et indirectement plus de 4 millions depuis début 2024.

Les visites sur le terrain ont montré que ces progrès ne sont pas abstraits. Ils sont visibles dans les écoles, les communautés, les médias et les institutions publiques.

Au Ghana, l'AFSA a constaté des signes évidents de changement de comportement. À Wa, cinq des six écoles ciblées avaient revu leurs menus pour y inclure davantage d'aliments locaux, et les vendeurs de nourriture autour des écoles ont signalé une demande croissante pour les plats traditionnels. La visite a également confirmé que le travail mené en milieu scolaire contribue à faire

évoluer les mentalités quant à ce que mangent les enfants et ce que les écoles promeuvent.

Au Sénégal, la campagne aide les communautés à rétablir le lien entre alimentation, santé et agriculture. Les femmes de Kaolack et de Tambacounda ont indiqué avoir réduit leur dépendance aux intrants chimiques et consommer davantage de légumes cultivés localement et sans produits chimiques. Parallèlement, le CICODEV a constitué un réseau de 18 journalistes, contribuant ainsi à renforcer l'engagement des médias autour de l'agroécologie et des aliments africains. L'organisation a également entamé un dialogue avec le ministère de l'Éducation sur l'intégration d'aliments issus de l'agroécologie dans les programmes d'alimentation scolaire.

Au Cameroun, la visite de suivi a mis en évidence la visibilité croissante de l'agroécologie auprès du public et des institutions. Le travail du CNOP-CAM contribue à renforcer la dynamique de plaidoyer et aide à ancrer davantage l'agroécologie et les aliments autochtones dans les débats nationaux et les espaces de mise en œuvre.

En Éthiopie, l'AFSA a vu se dessiner une approche prometteuse menée par les jeunes. L'ESFSAC a formé des jeunes ambassadeurs sur les réseaux sociaux afin de produire des contenus pratiques et attrayants sur les aliments traditionnels, l'e la nutrition et les lieux où l'on peut se procurer des plats autochtones. Cela contribue à rendre la campagne plus pertinente pour les jeunes publics et plus visible dans les espaces numériques.

L'évaluation à mi-parcours confirme ces constatations sur le terrain. Elle montre que la campagne « My Food is African » obtient des résultats particulièrement bons en matière de développement de réseaux (4,8/5) et de plaidoyer politique (4,5/5).

Les visites sur le terrain ont montré que ces progrès ne sont pas abstraits. Ils sont visibles dans les écoles, les communautés, les médias et les institutions publiques.

Dans plusieurs pays, la campagne bénéficie d'une forte notoriété et d'un écho culturel important. Mais l'évaluation offre également un rappel important : la sensibilisation seule ne suffit pas. De nombreux ménages apprécient désormais les aliments agroécologiques et culturellement adaptés, mais l'accès régulier et la consommation sont encore limités par les prix, la faiblesse des infrastructures de marché et d'autres obstacles structurels.

C'est pourquoi ces processus d'apprentissage sont essentiels. Les visites de suivi de l'AFSA n'étaient pas conçues comme des exercices visant à pointer du doigt les défauts. Elles constituaient des occasions d'accompagnement, de réflexion conjointe et de résolution pratique des problèmes avec les partenaires. Elles ont permis de documenter les résultats émergents, de mettre en évidence les lacunes en matière de données probantes et d'identifier les points nécessitant davantage d'attention dans la dernière ligne droite de la mise en œuvre. Dans plusieurs pays, les visites ont également souligné la nécessité de renforcer les systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL), d'assurer une documentation plus cohérente des résultats et d'améliorer le suivi de l'inclusion, en particulier pour les personnes en situation de handicap.

Le message qui se dégage est clair : le TAFS prend de l'ampleur. Il aide les communautés à valoriser les aliments africains, renforce les réseaux d'acteurs du système alimentaire et ouvre de nouveaux espaces politiques pour l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. En même temps, il nous rappelle que la transformation nécessite plus que de la visibilité. Elle nécessite également l'accessibilité financière, des données probantes plus solides, une organisation soutenue et un apprentissage continu.

Alors que l'AFSA et ses partenaires entament la seconde moitié du projet, les enseignements tirés de ces visites et de l'évaluation à mi-parcours contribueront à garantir que le travail à venir soit non seulement actif, mais aussi plus intelligent, plus précis et mieux ancré dans la réalité du terrain.

Le podcast 'Battle for African Agriculture' se penche sur les géants de la tech, l'agriculture biodigitale et le pouvoir des grandes entreprises

Depuis janvier 2026, le podcast 'Battle for African Agriculture' de l'AFSA, animé par le Dr Million Belay, s'intéresse de près à l'un des enjeux émergents les plus urgents des systèmes alimentaires africains: l'essor de l'agriculture biodigitale, l'expansion des géants de la tech, la gouvernance des données et la mainmise croissante des entreprises sur l'agriculture. Au cours des quatre épisodes diffusés pendant la période couverte par ce rapport, le podcast a réuni des experts internationaux de premier plan, Edward Ongweso Jr., Jim Thomas, Lim Li Ching et la professeure Jennifer Clapp, afin d'analyser comment les technologies numériques, l'intelligence artificielle, les systèmes de plateformes et la concentration des entreprises sont en train de remodeler l'économie politique de l'agriculture. À travers ces conversations, le podcast a examiné non seulement ce que sont ces technologies, mais aussi qui les finance, qui les contrôle, qui en tire profit et ce qu'elles signifient pour les agriculteurs africains, la souveraineté alimentaire et l'avenir de l'agroécologie.

Les discussions ont mis en évidence une tendance constante à travers les quatre conversations. Edward Ongweso Jr. a fait valoir que les technologies ne sont jamais neutres, mais qu'elles sont façonnées par des intérêts politiques et corporatifs, avertissant que ce qu'on appelle la numérisation dans l'agriculture revient souvent à de la privatisation, de la surveillance et de nouvelles formes de dépendance. Jim Thomas a décrit l'agriculture biodigitale et l'IA générative comme des systèmes extractifs liés à la consommation d'énergie, à l'extraction minière, à la consommation d'eau et à la collecte de données, reliant ces développements à la consolidation des entreprises telles que Bayer, Syngenta, ChemChina et Corteva, et mettant en garde contre une nouvelle ère de biopiraterie et de colonialisme numérique en Afrique. Lim Li Ching a renforcé ces préoccupations en montrant comment les



grandes entreprises technologiques telles qu'Amazon, Microsoft et Google s'associent aux géants de l'agroalimentaire pour transformer les données agricoles en une nouvelle frontière du pouvoir, tandis que la professeure Jennifer Clapp a replacé ces tendances dans l'histoire plus longue de l'agriculture industrielle, expliquant comment les brevets, la finance, le soutien de l'État et les fusions d'entreprises ont créé les verrous qui continuent d'enfermer les agriculteurs dans des systèmes à forte intensité d'intrants.

Dans leur ensemble, les quatre épisodes ont clairement montré que la lutte pour l'agriculture africaine ne porte plus uniquement sur les semences, les engrais ou la terre, mais aussi sur les données, les infrastructures, les plateformes numériques et la gouvernance de la technologie elle-même. Les discussions ont mis en garde contre le fait que l'Afrique est de plus en plus considérée comme une frontière pour l'exploitation de la biodiversité,

À travers ces conversations, le podcast a examiné non seulement ce que sont ces technologies, mais aussi qui les finance, qui les contrôle, qui en tire profit et ce qu'elles signifient pour les agriculteurs africains, la souveraineté alimentaire et l'avenir de l'agroécologie.

l'extraction de données et l'expérimentation des entreprises, mais elles ont également souligné la possibilité d'une résistance par le biais de l'agroécologie, des savoirs communautaires, des marchés territoriaux et du contrôle démocratique de la technologie. En rassemblant ces voix, Battle for African Agriculture a contribué à affiner le discours public de l'AFSA sur les menaces émergentes des entreprises pour les systèmes alimentaires africains, tout en fournissant aux auditeurs une analyse critique des liens entre l'agriculture biodigitale, la concentration des entreprises et l'avenir de la souveraineté alimentaire sur le continent.

